



Rapport du premier trimestre 2024

Rapport financier pour le trimestre clos le 30 juin 2023

CAE

Table des matières

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
6	3. À propos de CAE
7	4. Variations du change
9	5. Résultats consolidés
12	6. Résultats par secteur
17	7. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
18	8. Situation financière consolidée
20	9. Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires
26	10. Modifications de méthodes comptables
26	11. Contrôle interne à l'égard de l'information financière
28	12. Principales informations financières trimestrielles

États financiers consolidés intermédiaires

29	État consolidé du résultat net
30	État consolidé du résultat global
31	État consolidé de la situation financière
32	État consolidé des variations des capitaux propres
33	Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes

34	Note 1 - Nature des activités et principales méthodes comptables
35	Note 2 - Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
37	Note 3 - Autres (profits) et pertes
38	Note 4 - Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition
38	Note 5 - Facilités d'emprunt et charges financières – montant net
38	Note 6 - Résultat par action
39	Note 7 - Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
39	Note 8 - Juste valeur des instruments financiers

Rapport aux actionnaires

CAE inc. (« CAE » ou la « Société ») annonce des produits des activités ordinaires de 1 054,4 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2024, comparativement à 933,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat par action (RPA) dilué s'est établi à 0,20 \$ au premier trimestre, comparativement à 0,01 \$ pour l'exercice précédent. Le RPA ajusté⁽¹⁾ a totalisé 0,24 \$ au premier trimestre, comparativement à 0,06 \$ pour l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel du trimestre s'est établi à 130,1 millions \$ (12,3 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), comparativement à 39,4 millions \$ (4,2 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Au premier trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté⁽¹⁾ s'est établi à 145,1 millions \$ (13,8 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), par rapport à 60,9 millions \$ (6,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens, sauf indication contraire.

« Nous avons commencé l'exercice du bon pied, les résultats du premier trimestre reflétant la croissance à deux chiffres enregistrée dans le secteur Civil par rapport à l'exercice précédent, la transformation et le renforcement continus dans le secteur Défense et l'augmentation de la rentabilité dans le secteur Santé. Nous avons également renforcé notre situation financière et nous sommes en bonne voie pour atteindre notre cible d'endettement d'ici le milieu de l'exercice », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Nous avons fait d'excellents progrès au cours du trimestre pour assurer l'avenir de CAE avec des prises de commandes ajustées⁽¹⁾ totalisant plus de 1 milliard \$, pour un carnet de commandes ajusté⁽¹⁾ record de 11,2 milliards \$. En tant que partenaire de choix, nous comblons une plus grande part des besoins opérationnels et de formation de nos clients du domaine de l'aviation civile, comme en témoignent les ententes de services de formation à long terme que nous avons maintenant avec la quasi-totalité des grandes compagnies aériennes américaines. Nous réalisons aussi d'excellents progrès en vue de transformer le secteur Défense, comme l'illustrent les importants programmes stratégiques que nous avons récemment remportés, y compris la sélection de SkyAlyne en tant que soumissionnaire retenu pour gérer le Programme de formation du personnel navigant de l'avenir, le programme de formation des pilotes et des équipages de prochaine génération de l'Aviation royale canadienne. Ce programme représente une occasion d'entraînement de plusieurs milliards de dollars pour CAE au cours des 25 prochaines années. Sur chacun de nos marchés, nos clients ont un besoin croissant de solutions innovatrices d'entraînement et de soutien opérationnel pour réussir dans des environnements de plus en plus complexes. En ce qui concerne la période à venir, nous demeurons très encouragés par les tendances favorables à long terme qui se dessinent dans tous les secteurs et par la croissance que nous prévoyons atteindre grâce à notre leadership technologique, à notre position de chef de file mondial sur le marché et à la puissance d'Un CAE. »

Aviation civile (Civil)

Au premier trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 540,3 millions \$, par rapport à 480,4 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 105,6 millions \$ (19,5 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 75,4 millions \$ (15,7 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 119,0 millions \$ (22,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 86,6 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré six simulateurs de vol (FFS) à des clients, et le taux d'utilisation de ses centres de formation s'est établi à 77 %.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats de solutions de formation d'une valeur de 730,2 millions \$, notamment une série de contrats commerciaux à long terme et d'ententes de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires et des contrats visant la vente de 22 FFS. À l'occasion du Salon international de l'aéronautique et de l'espace de Paris, qui s'est tenu récemment, le secteur Civil a également annoncé la signature d'un accord avec Boeing selon lequel il deviendra fournisseur de formation agréé et le premier à offrir le programme de formation et d'évaluation axé sur ses compétences. Par ailleurs, également à l'occasion de ce salon, CAE a dévoilé son rapport Prévisions en matière de talents en aviation 2023, qui prévoit un besoin mondial de 1,3 million de nouveaux professionnels de l'aviation (pilotes, techniciens de maintenance d'aéronefs et membres d'équipage de cabine) au cours des dix prochaines années afin de soutenir la croissance attendue des marchés de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽¹⁾ du secteur Civil s'est établi à 1,35 pour le trimestre et à 1,36 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil s'établissait à un montant record de 5,8 milliards \$ à la fin du trimestre.

Défense et Sécurité (Défense)

Au premier trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 471,7 millions \$, par rapport à 413,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 22,7 millions \$ (4,8 % des produits des activités ordinaires), par rapport à une perte de 30,3 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 24,3 millions \$ (5,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à une perte de 21,2 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a obtenu des commandes d'une valeur de 237,7 millions \$ et des contrats non financés additionnels d'une valeur de 779,0 millions \$. Parmi les principaux contrats, mentionnons un contrat de 12 ans d'une valeur de

455,0 millions \$ US pour appuyer les services de soutien à l'entraînement de l'école de pilotage (FSTSS) à Fort Novosel, en Alabama, qui porte sur des solutions d'entraînement et de simulation pour l'entraînement au vol des débutants et des diplômés sur les appareils à voilure tournante. Le secteur Défense a également remporté le contrat IFT-R (Introductory Flight Training – Rotary Wing) de la U.S. Air Force (USAF), d'une valeur maximale de 110,6 millions \$ US sur la durée totale du contrat, pour l'exécution de toutes les formations initiales au pilotage d'hélicoptères de l'USAF. Dans le cadre du contrat IFT-R, CAE fournira une solution d'entraînement complète à partir de son centre de formation existant CAE Dothan, situé à Dothan, en Alabama. Parallèlement à ces deux contrats essentiels aux missions dans le domaine aérien, le secteur Défense a également obtenu un contrat dans le domaine terrestre qui est crucial pour la mission de l'armée américaine, à savoir la phase II des travaux de prototypage rapide à l'appui du programme de l'entraîneur virtuel du soldat (SVT), qui est destiné à remplacer plus de 800 systèmes d'entraînement existants. Ce programme permet au secteur Défense de poursuivre l'expansion des environnements d'entraînement synthétiques afin d'offrir des capacités immersives favorisant l'entraînement dirigé par le soldat à l'endroit souhaité. Sur le plan international, le secteur Défense a obtenu un contrat du Commonwealth d'Australie pour la poursuite des services de soutien dans le cadre du programme ASIST (Aerospace Simulator Integrated Support and Training) des Forces armées australiennes.

Depuis la fin du trimestre, le secteur Défense a continué de tirer parti de son centre de formation de Dothan et de l'expertise en tête de l'industrie de CAE en matière de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires pour fournir des solutions essentielles aux missions aux clients de la U.S. Army dans le domaine de l'aviation. Il a remporté un contrat pour la formation fondée sur la simulation de l'important système aéroporté de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR) de prochaine génération de la U.S. Army, le système de détection et d'exploitation de haute précision (HADES), qui est basé sur l'avion d'affaires Bombardier Global 6500.

Également après la fin du trimestre, SkyAlyne – un partenariat entre CAE et KF Aerospace – a été désignée par le gouvernement du Canada comme le soumissionnaire retenu pour gérer le Programme de formation du personnel navigant de l'avenir (FPNA) de l'Aviation royale canadienne (ARC). Le contrat du FPNA représente une occasion d'entraînement générationnel. Il couvrira tous les aspects de la formation requise et du soutien en service pour former les pilotes militaires canadiens, les officiers des systèmes de combat aérien (ACSO) et les opérateurs de détecteurs électroniques aéroportés (AES OP). L'octroi du contrat est prévu pour 2024. Il devrait s'agir du plus important contrat jamais remporté par CAE.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 0,50 pour le trimestre et à 0,94 pour les 12 derniers mois (excluant le carnet de commandes non financé d'une valeur de 779,0 millions \$). Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense, y compris les contrats non financés obtenus et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à un montant record de 5,4 milliards \$ à la fin du trimestre. Le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense demeure solide, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 8,8 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Santé

Au premier trimestre, le secteur Santé a enregistré des produits des activités ordinaires de 42,4 millions \$, par rapport à 39,6 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 1,8 million \$ (4,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à une perte de 5,7 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 1,8 million \$ (4,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à une perte de 4,5 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, le secteur Santé a notamment obtenu des contrats importants de l'Université Belmont pour l'utilisation de sa solution de gestion de centres CAE LearningSpace au Thomas F. Frist, Jr. College of Medicine à Nashville, au Tennessee. Le secteur Santé a également obtenu un contrat de l'Université du Dakota du Nord visant la vente de plusieurs simulateurs pour son système d'éducation mobile Simulation in Motion, et a annoncé l'ouverture du centre de simulation Louisiana Delta Community College, conçu et équipé par CAE. Au niveau international, le secteur Santé a conclu la vente de plusieurs produits à un laboratoire de simulation en Inde pour des procédures préhospitalières, de néonatalogie, de pédiatrie, d'obstétrique, de gynécologie et d'échographie. Dans le cadre de ses solutions personnalisées pour divers secteurs, le secteur Santé a conclu un accord avec Abbott Laboratories pour le développement d'une plateforme de formation soutenant le lancement commercial d'un stimulateur cardiaque.

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 15,0 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2024, essentiellement attribuable à l'acquisition, à l'exercice 2022, de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités opérationnelles se sont établies à 49,3 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 162,6 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ correspondent à un montant négatif de 104,9 millions \$ pour le trimestre, comparativement à un montant négatif de 182,4 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par l'accroissement des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles et la baisse des investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 8,2 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 11 %, par rapport à un taux d'imposition effectif négatif de 16 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif ajusté⁽¹⁾, qui s'entend du taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté et le RPA ajusté, s'est établi à 13 % pour

le trimestre, comparativement à 21 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre considéré tiennent compte de l'incidence favorable sur la charge d'impôt de la décision de la cour fiscale concernant l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), contrebalancée en partie par l'incidence défavorable de l'augmentation des charges d'intérêts qui a découlé de la même décision.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹⁾ ont totalisé 90,6 millions \$ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹⁾ était de 3 166,4 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ était de 3,22. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 3 032,5 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 3,41. CAE a conclu un placement privé d'un montant en capital total de 400 millions \$ de billets de premier rang non garantis à 5,541 % de série 1 échéant le 12 juin 2028. CAE a affecté le produit net au remboursement de l'encours de la dette et à d'autres fins générales de l'entreprise.

Pour le trimestre considéré, le montant net des charges financières s'est établi à 54,1 millions \$, comparativement à 51,4 millions \$ au trimestre précédent et à 36,2 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation des charges financières par rapport aux deux périodes comparatives reflète essentiellement l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur nos titres d'emprunt à taux variable ainsi que l'augmentation des intérêts qui a découlé de la décision de la cour fiscale concernant l'ISAD au cours du trimestre.

Le rendement du capital utilisé ajusté⁽¹⁾ s'est établi à 6,6 % pour le trimestre, comparativement à 5,7 % au trimestre précédent et à 5,2 % au premier trimestre de l'exercice précédent.

Perspectives inchangées de la direction

CAE exécute une stratégie de croissance qui lui permettra de devenir une entreprise plus grande, plus forte et plus rentable que jamais. Grâce à des investissements rentables liés à la croissance et à une solide exécution, son secteur Civil, le plus important au sein de CAE, a récemment dépassé la rentabilité de 2019, avant même la reprise complète du trafic passagers dans des régions clés, et il continue d'afficher un solide élan de croissance. La Société est en bonne voie d'atteindre le taux de croissance composé du RPA sur trois ans (de l'exercice 2022 à l'exercice 2025) de l'ordre de 25 % qu'elle cible, grâce aux excellents résultats soutenus du secteur Civil, à l'initiative pluriannuelle de transformation en cours dans le secteur Défense, ainsi qu'à l'accroissement de la portée et de la rentabilité du secteur Santé. La réalisation de la stratégie de croissance de CAE devrait amener une base d'activités beaucoup plus importante avec une structure de capital qui la dotera d'une grande marge de manœuvre pour équilibrer ses investissements dans son avenir avec les remboursements de capital à ses actionnaires.

La direction maintient sa vision très positive de son potentiel de croissance sur plusieurs années, et prévoit que les tendances à long terme seront très favorables pour tous les secteurs d'activité de CAE. La volonté accrue des compagnies aériennes de confier à CAE leurs activités cruciales de formation et de soutien opérationnel numérique ainsi que leurs besoins en gestion des équipages, ainsi que la forte demande prévue de formation de pilotes dans les domaines de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires sont des éléments positifs durables pour le secteur Civil. La direction estime que le secteur Défense se trouve au tout début d'un cycle haussier prolongé, stimulé par les tensions géopolitiques et les engagements accrus des gouvernements en matière de modernisation et de préparation de la défense. L'évolution des priorités en matière de défense nationale vers une plus grande importance accordée aux menaces provenant d'adversaires de force comparable et la reconnaissance de la hausse du besoin pour des solutions numériques et synthétiques immersives qui tirent parti de l'expertise de CAE en matière de simulation et de formation dans le domaine de l'aviation commerciale sont autant de facteurs qui sont favorables au secteur Défense de CAE. Le secteur Santé, quant à lui, est prêt à saisir les occasions découlant de la forte demande en personnel infirmier et les occasions d'affaires de plus en plus nombreuses dans le domaine de la simulation médicale.

La Société s'attend à ce que le secteur Civil continue de croître à un rythme supérieur à celui du marché, grâce à la reprise cyclique continue et au niveau élevé et soutenu de la demande de pilotes et de formation des pilotes dans tous les segments de l'aviation civile. Pour l'exercice 2024, la direction prévoit une croissance annuelle d'environ 15 % du résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Civil, avec des marges annuelles semblables à celles enregistrées à l'exercice 2023, en raison de l'augmentation de la formation et de la hausse des volumes de livraison de FFS aux clients, ainsi que des déploiements continus de simulateurs en vue d'agrandir le réseau mondial de formation de CAE. Le secteur Civil de CAE devrait connaître un cycle saisonnier plus habituel pour l'exercice 2024, avec un rendement plus élevé au second semestre de l'exercice. En plus de continuer à accroître sa part du marché de la formation aéronautique et de renforcer sa position dans le domaine des services aériens numériques, le secteur Civil prévoit maintenir sa part de premier plan des ventes de FFS et livrer une cinquantaine de FFS à des clients du monde entier au cours de l'exercice, dont environ les trois quarts au second semestre.

Le secteur Défense de CAE a entrepris une transformation pluriannuelle qui devrait le rendre considérablement plus important et plus rentable. À ce jour, le secteur Défense s'est transformé en la plus importante entreprise mondiale d'entraînement et de simulation, peu importe la plateforme, dans les cinq domaines du marché de la défense. Il est particulièrement bien placé pour tirer parti des solutions d'entraînement de premier plan de CAE en aviation commerciale et pour transformer l'entraînement grâce à l'application d'analyses avancées et de technologies de pointe. Cette position devrait accroître le potentiel d'obtention de nouvelles occasions d'affaires dans

le monde, accroissement qu'accélérent la capacité et la clientèle élargies. Les récents programmes stratégiques remportés par le secteur Défense, son carnet de commandes ajusté record de 5,4 milliards \$ et ses soumissions et propositions d'une valeur de 8,8 milliards \$ en attente d'une décision de clients sont autant de facteurs illustrant le bien-fondé de sa stratégie de transformation. Les événements géopolitiques actuels ont galvanisé les priorités de la défense nationale aux États-Unis et dans l'ensemble des pays de l'OTAN, et la direction s'attend à ce que l'augmentation des dépenses et la priorité spécifique accordée à l'état de préparation de la défense se traduisent par des occasions supplémentaires pour CAE dans les années à venir.

À l'exercice 2024, le secteur Défense compte poursuivre la croissance de son carnet de commandes avec des programmes plus importants et plus rentables, tout en s'attaquant à un volume critique de contrats existants à plus faible marge. La direction continue de cibler précisément l'exécution; pour l'ensemble de l'exercice, elle s'attend à une amélioration des résultats chaque trimestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, avec une pondération plus importante au second semestre, conformément au caractère saisonnier historique des activités. À court terme, les considérations externes susceptibles de toucher le secteur Défense comprennent les retards dans les commandes qui pourraient survenir au cours des 12 prochains mois compte tenu de l'incertitude entourant les crédits budgétaires du gouvernement américain. Au même moment, le secteur Défense s'attend à ce que les problèmes aigus de chaîne d'approvisionnement et de main-d'œuvre auxquels il a été confronté au cours des 12 derniers mois continuent de s'estomper. À long terme, CAE continue de s'attendre à une croissance supérieure dans le secteur Défense, grâce à la conversion de ses soumissions en prises de commandes dont la marge est plus élevée et de l'exécution de contrats générant des profits élevés autant que durables.

La direction est d'avis que le secteur Santé pourrait accélérer sa création de valeur à mesure qu'il accroît sa part du marché de la simulation et de la formation en soins de santé et poursuit la croissance de son chiffre d'affaires et de ses bénéfices.

Le total des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2024 devrait être d'environ 50 millions \$ supérieur à celui affiché pour l'exercice précédent, principalement en raison du montant plus élevé des investissements internes rentables axés sur le marché qui seront consacrés à l'expansion du réseau de formation du secteur Civil, au déploiement de simulateurs et à l'impartition de la formation par les clients. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et, à l'instar des exercices précédents, la direction prévoit qu'une partie de ces investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie seront repris au second semestre. La Société continue de viser une conversion de 100 % du résultat net ajusté en flux de trésorerie disponibles pour l'exercice. Conformément à ses priorités d'investissement de croissance et à ses hypothèses en matière de fonds de roulement hors trésorerie pour l'exercice 2024, la Société s'attend à enregistrer des charges financières d'environ 50 millions \$ par trimestre, et ce, au moins pour le premier semestre de l'exercice. La direction garde le cap sur des investissements internes en phase avec la demande des clients, l'intégration et l'accroissement des investissements récents, et le désendettement progressif de son bilan. CAE continue de prévoir que son ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté diminuera pour devenir inférieur à 3,00 d'ici le milieu de l'exercice, moment auquel elle estime être en mesure d'envisager le rétablissement des remboursements de capital aux actionnaires. Selon CAE, son taux d'imposition effectif ajusté moyen sera d'environ 22 % pour le reste de l'exercice.

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2024 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail. Pour établir ses perspectives pour l'exercice 2024, la direction suppose qu'il n'y aura pas d'autres perturbations de l'économie mondiale, du trafic aérien, des activités de CAE et de sa capacité à fournir des produits et des services. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2023 de CAE, qui sont tous disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR (www.sedar.com) et sur EDGAR (www.sec.gov).

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

Au cours du trimestre, CAE a publié son rapport annuel mondial d'activités et de développement durable pour l'exercice 2023, qui présente les efforts continus de la Société pour intégrer des considérations environnementales, sociales et économiques dans ses activités, et qui souligne son engagement envers le succès à long terme et la création d'impacts positifs pour ses parties prenantes et pour la société dans son ensemble. Ce rapport marque le coup d'envoi de la nouvelle feuille de route stratégique quinquennale de la Société en matière d'ESG et, à ce titre, il a été repensé et amélioré pour s'aligner sur les meilleures pratiques du secteur et répondre aux attentes des parties prenantes. Il s'agit du rapport le plus complet jamais publié par la Société, et CAE a fourni de l'information plus détaillée sur plus de 15 nouveaux sujets importants et des indicateurs de rendement.

Le rapport, qui souligne le parcours de CAE vers la gestion de l'environnement, la responsabilité sociale et les pratiques commerciales durables, inclut ce qui suit :

- L'adhésion de CAE à l'International Aerospace Environmental Group (IAEG), un groupe de fabricants OEM des domaines de l'aéronautique et de la défense qui vise à favoriser la croissance durable du secteur grâce à des pratiques responsables. En participant à l'IAEG, CAE contribuera à l'harmonisation des exigences ESG pour les fournisseurs du secteur de l'aéronautique et de la défense.
- L'adhésion de CAE à l'initiative RE100 du Climate Group, un regroupement de 400 entreprises mondiales engagées dans l'utilisation d'énergies renouvelables partout dans le monde. L'entrée de CAE dans ce groupe témoigne une fois de plus du sérieux de ses réalisations et de ses engagements en matière d'énergie renouvelable.
- L'élargissement de la divulgation des émissions de portée 3 de CAE au-delà des voyages d'affaires en avion à d'autres catégories importantes et l'intégration continue des critères de durabilité dans les processus de gestion de la chaîne d'approvisionnement.

Pour de plus amples renseignements sur la manière dont CAE soutient les efforts de décarbonation du secteur de l'aviation et contribue à un avenir plus durable pour tous, veuillez télécharger le rapport au <https://www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/>.

⁽¹⁾ Ce rapport comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la rubrique 9 « *Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires* » du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 juin 2023 (qui est intégré par renvoi dans ce rapport) pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

* Ce rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques. Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou au rendement futur et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine Private Securities Litigation Reform Act of 1995. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Pour plus d'informations veuillez vous reporter aux rubriques « *Mise en garde sur les énoncés prospectifs* » et « *Hypothèses importantes* » sous la rubrique 2 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 juin 2023, qui sont intégrés par renvoi dans ce rapport.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 juin 2023

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2024

(montants en millions, sauf les montants par action, le RCU et le ratio valeur comptable des commandes/ventes)	T1-2024	T1-2023	Variation en \$	Variation en %
Rendement				
Produits des activités ordinaires	1 054,4 \$	933,3 \$	121,1 \$	13 %
Résultat opérationnel	130,1 \$	39,4 \$	90,7 \$	230 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ¹	145,1 \$	60,9 \$	84,2 \$	138 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	65,3 \$	1,7 \$	63,6 \$	3 741 %
Résultat de base par action (RPA)	0,21 \$	0,01 \$	0,20 \$	2 000 %
RPA dilué	0,20 \$	0,01 \$	0,19 \$	1 900 %
RPA ajusté ¹	0,24 \$	0,06 \$	0,18 \$	300 %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(49,3) \$	(162,6) \$	113,3 \$	70 %
Flux de trésorerie disponibles ¹	(104,9) \$	(182,4) \$	77,5 \$	42 %
Liquidités et structure du capital				
Capital utilisé ¹	7 748,0 \$	7 180,0 \$	568,0 \$	8 %
Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté ¹	6,6 %	5,2 %		
Total de la dette	3 319,2 \$	3 231,9 \$	87,3 \$	3 %
Dette nette ¹	3 166,4 \$	3 025,9 \$	140,5 \$	5 %
Croissance				
Prises de commandes ajustées ¹	1 010,3 \$	1 049,1 \$	(38,8) \$	(4) %
Carnet de commandes ajusté ¹	11 183,5 \$	10 025,6 \$	1 157,9 \$	12 %
Ratio valeur comptable des commandes/ventes ¹	0,96	1,12		
Ratio valeur comptable des commandes/ventes pour les 12 derniers mois	1,16	1,30		

PRINCIPAUX POINTS SAILLANTS ET ÉVÉNEMENTS

- En juin 2023, nous avons conclu un placement privé de 400,0 millions \$ de billets de premier rang non garantis, portant intérêt au taux de 5,541 % par année, payable en versements semestriels égaux jusqu'à leur échéance en juin 2028. Le produit net a été utilisé pour rembourser une partie de l'encours de la facilité renouvelable et aux fins générales de l'entreprise.
- Après la fin du trimestre, SkyAlyne, un partenariat entre CAE et KF Aerospace, a été désigné comme le soumissionnaire retenu pour gérer le Programme de formation du personnel navigant de l'avenir (FPNA) de l'Aviation royale canadienne. Le contrat du programme de FPNA couvrira tous les aspects de la formation requise et du soutien en service pour former les pilotes militaires canadiens, les officiers des systèmes de combat aérien et les opérateurs de détecteurs électroniques aéroportés. L'octroi du contrat est prévu pour l'exercice 2024. Il s'agit d'une occasion d'entraînement de plusieurs milliards de dollars au cours des 25 prochaines années.

¹ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport de gestion, *nous*, *notre*, *nos*, *CAE* et la *Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice* et *2024* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2024;
- *Le dernier exercice*, *l'exercice précédent* et *l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2023;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 9 août 2023. Il est destiné à améliorer la compréhension de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et des notes qui les complètent pour le premier trimestre clos le 30 juin 2023 et doit donc être lu conjointement avec le présent document et nos états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2023. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre rendement et notre situation financière au cours du premier trimestre de l'exercice 2024. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à notre rapport de gestion annuel de l'exercice clos le 31 mars 2023, qui vous fournit un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction et présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre mission;
- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à nos activités;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration (le conseil).

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR (www.sedar.com) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Mesures du rendement

- Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté;
- Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Taux d'imposition effectif ajusté;
- Résultat net ajusté;
- Résultat par action (RPA) ajusté;
- BAIIA et BAIIA ajusté;
- Flux de trésorerie disponibles.

Mesures de la liquidité et de la structure du capital

- Fonds de roulement hors trésorerie;
- Capital utilisé;
- Rendement du capital utilisé (RCU) et RCU ajusté;
- Dette nette;
- Ratio de la dette nette sur les capitaux propres;
- Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté;
- Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance.

Mesures de la croissance

- Prises de commandes ajustées;
- Carnet de commandes ajusté;
- Ratio valeur comptable des commandes/ventes.

Les définitions de toutes les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la section 9.1 « *Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » du présent rapport de gestion afin de permettre au lecteur de mieux comprendre les indicateurs utilisés par la direction. En outre, le cas échéant, nous fournissons un rapprochement quantitatif des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières avec la mesure la plus directement comparable selon les IFRS. Veuillez vous reporter à la section 9.1 « *Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » pour des renvois vers ces rapprochements.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport de gestion présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
- S'il est probable qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques. Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou au rendement futur et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de telles différences comprennent notamment les risques stratégiques, comme la cybersécurité, l'incertitude géopolitique, la conjoncture économique mondiale, la concurrence commerciale, le rapport de force et l'empiètement des fabricants d'équipement d'origine (OEM), l'inflation, la portée internationale de nos activités, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les contraintes du secteur de l'aviation civile, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les activités de recherche et de développement (R-D), l'évolution des normes et l'innovation et la perturbation technologiques, la durée du cycle de vente, le développement des affaires et l'attribution de nouveaux contrats, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, le risque que nous ne puissions garantir aux investisseurs que nous gérerons efficacement notre croissance, les estimations des occasions sur le marché et les priorités concurrentes; les risques opérationnels, comme les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la gestion et l'exécution des programmes, les fusions et acquisitions, la continuité des activités, les sous-traitants, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme ainsi que notre dépendance continue à l'égard de certaines parties et informations; les risques liés aux talents, comme la gestion des talents, la capacité d'attirer, de recruter et de retenir les membres du personnel et de la direction clés, la culture d'entreprise et les relations de travail; les risques financiers, comme la disponibilité du capital, le risque de crédit des clients, les variations du change, l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, le risque de liquidité, la volatilité des taux d'intérêt, le rendement du capital investi pour les actionnaires, les estimations comptables, le risque de dépréciation, la capitalisation des régimes de retraite, l'endettement, les coûts d'acquisition et d'intégration, les ventes d'actions ordinaires additionnelles, les cours du marché et la volatilité de nos actions ordinaires, le caractère saisonnier des activités, les questions fiscales et le carnet de commandes ajusté; les risques réglementaires, comme les droits en matière de données et la gouvernance des données, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, la conformité avec les lois et règlements, les lacunes potentielles de la couverture d'assurance, les passifs liés aux produits, les lois et règlements sur l'environnement, les contrôles et enquêtes publics, la protection de nos droits de propriété intellectuelle et de notre marque, la propriété intellectuelle de tiers, le statut d'émetteur privé étranger, et l'exercice de recours en responsabilité civile à l'encontre de nos administrateurs et dirigeants; les risques ESG, comme les événements climatiques extrêmes et l'incidence des catastrophes naturelles ou autres (y compris les répercussions des changements climatiques), ainsi que la surveillance accrue des questions ESG et les écarts de perception à cet égard; les risques d'atteinte à la réputation; et les risques technologiques, comme les technologies de l'information (TI) et la dépendance envers des tiers fournisseurs pour la gestion des systèmes et de l'infrastructure de technologie de l'information. La liste qui précède n'est pas exhaustive, et d'autres facteurs inconnus ou imprévisibles pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur le rendement ou les résultats de CAE. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes liés à nos activités sont présentées dans notre rapport financier de l'exercice 2023. Les lecteurs sont avisés que l'un des risques énoncés pourrait avoir des effets nuisibles importants sur les énoncés prospectifs de CAE. Les lecteurs sont également avisés que les risques mentionnés plus haut et ailleurs dans le présent rapport de gestion ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont expressément visés par cette mise en garde.

De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent rapport de gestion. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés.

HYPOTHÈSES IMPORTANTES

Les énoncés prospectifs dans le présent rapport de gestion sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution fructueuse des plans d'intégration liés aux acquisitions de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT) et de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre), notre capacité à achever par ailleurs l'intégration des activités de L3H MT et d'AirCentre acquises dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec les acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre dans les délais prévus, les conditions économiques, politiques et sectorielles prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3H MT et AirCentre, et l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent rapport de gestion et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient se révéler inexacts.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions logicielles de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Par-dessus tout, nous permettons aux pilotes, aux membres d'équipage, aux compagnies aériennes, aux forces de défense et de sécurité, et aux professionnels de la santé de donner le meilleur d'eux-mêmes, chaque jour et lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec plus de 13 000 employés répartis dans environ 250 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur plus de 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol, de missions et médicaux de la plus haute fidélité possible et des programmes de formation alimentés par les technologies numériques. Nous intégrons le développement durable dans tout ce que nous faisons. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE), sous le symbole CAE.

3.2 Notre mission

Être à l'avant-plan de l'immersion numérique grâce à des solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques qui rendent le monde plus sécuritaire.

3.3 Notre vision

Être le partenaire de choix partout dans le monde dans les domaines de l'Aviation civile, de la Défense et Sécurité et de la Santé en révolutionnant la formation et les opérations critiques de nos clients grâce à des solutions numériques immersives qui améliorent la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3.4 Notre stratégie

Les quatre piliers stratégiques de CAE

Quatre piliers fondamentaux sous-tendent notre stratégie et notre stratégie d'investissement :

- Croissance efficiente;
- Révolution de la formation et des opérations critiques;
- Leadership technologique et commercial;
- Compétences et culture.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section 3.4 « *Notre stratégie* » du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2023, qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR (www.sedar.com) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

3.5 Nos activités

Nous gérons nos activités en trois secteurs :

- Aviation civile – Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des solutions axées sur les opérations aériennes. Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO), et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Défense et Sécurité – Nous sommes un fournisseur de solutions de formation et de simulation, peu importe la plateforme, préparant les forces de défense et de sécurité du monde entier aux missions à venir. Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Santé – Nous fournissons aux étudiants du domaine de la santé et aux professionnels cliniques des solutions physiques, numériques et virtuelles intégrées d'enseignement et de formation, incluant la simulation d'intervention et d'échographie, des programmes de formation, de l'apprentissage à réalité mixte et numérique, des solutions de débriefing audiovisuelles, des plateformes de gestion des centres, ainsi que des simulateurs de patients. Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine et de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales, des organismes de santé publique et des fabricants OEM.

Aucun changement important n'a été apporté à nos activités depuis la clôture de l'exercice 2023. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section 3.5 « *Nos activités* » du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2023, qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR (www.sedar.com) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes ajusté en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 juin 2023	31 mars 2023	Augmentation/ (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,32	1,35	(2) %
Euro (€)	1,44	1,47	(2) %
Livre sterling (£)	1,68	1,67	1 %

Nous avons utilisé les taux de change trimestriels moyens présentés ci-dessous pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges pour les périodes indiquées :

	30 juin 2023	30 juin 2022	Augmentation/ (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,34	1,28	5 %
Euro (€)	1,46	1,36	7 %
Livre sterling (£)	1,68	1,61	4 %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation pour le trimestre de 38,3 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 4,9 millions \$ du résultat net par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère de nos établissements à l'étranger pour le trimestre aux taux de change mensuels moyens du premier trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé. Vous trouverez un complément d'information sur notre exposition aux monnaies étrangères et nos stratégies de couverture à la section 9 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

5. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

5.1 Résultat opérationnel – Premier trimestre de l'exercice 2024

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T1-2024	T4-2023	T3-2023	T2-2023	T1-2023
Produits des activités ordinaires	1 054,4	1 256,5	1 020,3	993,2	933,3 \$
Coût des ventes	748,5	894,7	722,3	719,6	700,4 \$
Marge brute	305,9	361,8	298,0	273,6	232,9 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires²</i>	29,0	28,8	29,2	27,5	25,0 %
Frais de recherche et de développement	39,1	40,0	30,2	32,2	40,7 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	139,7	149,7	138,1	128,0	145,1 \$
Autres (profits) et pertes	(1,4)	(10,5)	(6,7)	(3,2)	(2,4) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(16,6)	(19,3)	(14,4)	(8,1)	(11,4) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	15,0	15,3	4,9	22,6	21,5 \$
Résultat opérationnel	130,1	186,6	145,9	102,1	39,4 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires²</i>	12,3	14,9	14,3	10,3	4,2 %
Charges financières – montant net	54,1	51,4	48,8	41,3	36,2 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	76,0	135,2	97,1	60,8	3,2 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	8,2	33,3	17,1	14,5	(0,5) \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat (taux d'imposition effectif)</i>	11	25	18	24	(16) %
Résultat net	67,8	101,9	80,0	46,3	3,7 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	65,3	98,4	78,1	44,5	1,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,5	3,5	1,9	1,8	2,0 \$
	67,8	101,9	80,0	46,3	3,7 \$
RPA attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base	0,21	0,31	0,25	0,14	0,01 \$
Dilué	0,20	0,31	0,25	0,14	0,01 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ²	145,1	201,9	160,6	124,7	60,9 \$
Résultat net ajusté ²	76,8	110,9	89,2	61,5	17,6 \$
RPA ajusté ²	0,24	0,35	0,28	0,19	0,06 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 13 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 054,4 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 121,1 millions \$, ou 13 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023.

² Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

La variation des produits des activités ordinaires sectoriels s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i> Trimestres clos les 30 juin	2023	2022	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	540,3 \$	480,4 \$	59,9 \$	12 %
Défense et Sécurité	471,7	413,3	58,4	14 %
Santé	42,4	39,6	2,8	7 %
Produits des activités ordinaires	1 054,4 \$	933,3 \$	121,1 \$	13 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

Marge brute en hausse de 31 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023

La marge brute s'est établie à 305,9 millions \$ pour le trimestre (29,0 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 232,9 millions \$ (25,0 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice 2023. La hausse de la marge brute par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023 découle surtout de l'accroissement des produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période. La croissance de la marge bénéficiaire brute consolidée pour le trimestre s'explique d'abord et avant tout par la combinaison plus favorable des ventes de services de formation pour le secteur Civil, l'augmentation du taux d'utilisation et du volume à l'égard des simulateurs récemment déployés dans le réseau du secteur Civil, ainsi que l'apport accru des solutions axées sur les opérations aériennes. L'augmentation de la marge bénéficiaire brute s'explique également par les ajustements défavorables de la marge sur contrat enregistrés dans le secteur Défense et Sécurité au premier trimestre de l'exercice 2023.

Résultat opérationnel en hausse de 230 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023

Le résultat opérationnel s'est établi à 130,1 millions \$ (12,3 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 39,4 millions \$ (4,2 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice 2023.

La variation du résultat opérationnel sectoriel s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i> Trimestres clos les 30 juin	2023	2022	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	105,6 \$	75,4 \$	30,2 \$	40 %
Défense et Sécurité	22,7	(30,3)	53,0	175 %
Santé	1,8	(5,7)	7,5	132 %
Résultat opérationnel	130,1 \$	39,4 \$	90,7 \$	230 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse de 138 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 145,1 millions \$ (13,8 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 60,9 millions \$ (6,5 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice 2023.

La variation du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i> Trimestres clos les 30 juin	2023	2022	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	119,0 \$	86,6 \$	32,4 \$	37 %
Défense et Sécurité	24,3	(21,2)	45,5	215 %
Santé	1,8	(4,5)	6,3	140 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	145,1 \$	60,9 \$	84,2 \$	138 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

Montant net des charges financières en hausse de 49 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023

L'augmentation traduit en grande partie la hausse des charges financières à l'égard de la dette à long terme, surtout imputable à l'augmentation des taux d'intérêt variables et aux charges d'intérêts d'un montant de 3,2 millions \$ découlant de la décision rendue par la cour de l'impôt, au premier trimestre de l'exercice 2024, à l'égard du programme de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD).

Les charges d'intérêts découlant de la décision de la cour de l'impôt en ce qui a trait à l'ISAD n'ont pas eu d'incidence importante sur le résultat net, puisqu'elles ont été contrebalancées par l'avantage fiscal comptabilisé dans le cadre du même sujet.

Nous engageons des charges financières plus élevées en raison des politiques de resserrement monétaire des banques centrales.

Taux d'imposition effectif de 11 % pour le trimestre écoulé

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 8,2 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 11 %, par rapport à un taux d'imposition effectif négatif de 16 % au premier trimestre de l'exercice 2023. Le taux d'imposition effectif ajusté³ sur notre résultat net ajusté s'est établi à 13 % pour le trimestre, comparativement à 21 % au premier trimestre de l'exercice 2023. La diminution du taux d'imposition effectif ajusté traduit essentiellement l'avantage fiscal découlant de la décision rendue par la cour de l'impôt, au premier trimestre de l'exercice 2024, à l'égard du programme de l'ISAD ainsi que la composition des revenus provenant de différents territoires.

L'avantage fiscal découlant de la décision de la cour de l'impôt en ce qui a trait à l'ISAD n'a pas eu d'incidence importante sur le résultat net, puisqu'il a été contrebalancé par les charges d'intérêts d'un montant de 3,2 millions \$ comptabilisées dans le cadre du même sujet.

5.2 Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2023	2022
Coûts d'intégration et d'acquisition	15,0 \$	16,7 \$
Dépréciation d'actifs non financiers – montant net	—	2,3
Autres coûts	—	2,5
Total des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	15,0 \$	21,5 \$

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition associés à AirCentre, acquise à l'exercice 2022, se sont élevés à 12,9 millions \$ (6,4 millions \$ en 2022), alors que ceux associés à L3H MT, acquise à l'exercice 2022, ont totalisé 1,3 million \$ (9,5 millions \$ en 2022).

5.3 Prises de commandes ajustées consolidées et carnet de commandes ajusté

Carnet de commandes ajusté³ en hausse de 4 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2023
Commandes engagées en début de période	8 961,9 \$
+ prises de commandes ajustées ³	1 010,3
- produits des activités ordinaires	(1 054,4)
+/- ajustements	(156,5)
Commandes engagées en fin de période	8 761,3 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	261,6
Commandes non financées et options	2 160,6
Carnet de commandes ajusté	11 183,5 \$

³ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Pour le trimestre, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'incidence des variations du change et par l'annulation d'une commande.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁴ s'est établi à 0,96 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,16.

Pour le trimestre, des commandes de 779,0 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes non financées d'un montant de 116,7 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « *Résultats par secteur* » du présent rapport de gestion.

6. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Aviation civile;
- Défense et Sécurité;
- Santé.

La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel ajusté sont présentés en ordre de grandeur.

6.1 Aviation civile

PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2024

CONTRATS OBTENUS

Le secteur Aviation civile a obtenu des contrats devant générer des produits des activités ordinaires de 730,2 millions \$ ce trimestre, notamment des contrats portant sur la vente de 22 simulateurs de vol (FFS) au cours du trimestre.

Les principaux contrats pour le trimestre comprennent :

- Une prolongation de contrat d'Air Europa pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation commerciale d'une durée de 10 ans;
- Une prolongation de contrat de Saudia pour une entente de solutions axées sur les opérations aériennes de prochaine génération d'une durée de 7 ans;
- Un contrat de Bristow Taxi Aereo S.A. pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires d'une durée de 1 an;
- Un contrat de Koch Capabilities, LLC pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires d'une durée de 3 ans.

⁴ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « *Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires* » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions)	T1-2024	T4-2023	T3-2023	T2-2023	T1-2023
Produits des activités ordinaires	540,3	661,4	517,4	507,2	480,4 \$
Résultat opérationnel	105,6	149,3	117,2	88,4	75,4 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	119,0	162,9	131,4	104,4	86,6 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires⁵</i>	22,0	24,6	25,4	20,6	18,0 %
Dotations aux amortissements	66,2	64,0	63,5	57,4	58,5 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	64,4	49,5	58,4	64,6	68,1 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles	31,8	24,8	22,1	26,0	15,7 \$
Capital utilisé ⁵	4 710,9	4 710,4	4 673,3	4 520,8	4 363,9 \$
Carnet de commandes ajusté	5 764,8	5 730,8	5 647,6	5 457,1	4 993,2 \$

Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	268	265	263	252	250
FFS dans le réseau de CAE	327	324	323	315	318
Taux d'utilisation	77	78	73	66	71 %
FFS livrés	6	17	9	10	10

Produits des activités ordinaires en hausse de 12 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023

La hausse des produits des activités ordinaires par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023 découle surtout de la combinaison plus favorable des ventes de services de formation, de l'augmentation du taux d'utilisation et du volume à l'égard des simulateurs récemment déployés dans notre réseau, de même que de l'incidence du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution des produits tirés des ventes de simulateurs du fait de la baisse des livraisons.

Résultat opérationnel en hausse de 40 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023

Le résultat opérationnel s'est établi à 105,6 millions \$ (19,5 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 75,4 millions \$ (15,7 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice 2023. Pour le trimestre, le résultat opérationnel inclut des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 13,4 millions \$, par rapport à 11,2 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2023.

L'augmentation en regard du premier trimestre de l'exercice 2023 s'explique d'abord et avant tout par la combinaison plus favorable des ventes de services de formation, l'augmentation du taux d'utilisation et du volume à l'égard des simulateurs récemment déployés dans notre réseau, de même que l'apport accru des solutions axées sur les opérations aériennes. La hausse a été neutralisée en partie par l'apport moindre des ventes de simulateurs du fait de la baisse des livraisons, et par la hausse des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse de 37 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 119,0 millions \$ (22,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 86,6 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice 2023.

L'augmentation en regard du premier trimestre de l'exercice 2023 s'explique d'abord et avant tout par la combinaison plus favorable des ventes de services de formation, l'augmentation du taux d'utilisation et du volume à l'égard des simulateurs récemment déployés dans notre réseau, de même que l'apport accru des solutions axées sur les opérations aériennes. La hausse a été neutralisée en partie par l'apport moindre des ventes de simulateurs du fait de la baisse des livraisons.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 64,4 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 42,3 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 22,1 millions \$.

⁵ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Capital utilisé stable par rapport au trimestre précédent

L'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, l'augmentation des dépenses d'investissement en immobilisations corporelles et l'investissement accru dans les participations mises en équivalence ont été contrebalancés par les variations du change.

Carnet de commandes ajusté en hausse de 1 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2023
Commandes engagées en début de période	5 555,2 \$
+ prises de commandes ajustées	730,2
- produits des activités ordinaires	(540,3)
+/- ajustements	(119,0)
Commandes engagées en fin de période	5 626,1 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	138,7
Carnet de commandes ajusté	5 764,8 \$

Pour le trimestre, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'incidence des variations du change et par l'annulation d'une commande.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,35 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,36.

6.2 Défense et Sécurité**PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2024****CONTRATS OBTENUS**

Ce trimestre, le secteur Défense et Sécurité a obtenu des contrats d'une valeur de 237,7 millions \$ et des contrats non financés d'une valeur de 779,0 millions \$. Les principaux contrats obtenus pour le trimestre comprennent :

- Un contrat de General Dynamics Information Technology pour soutenir les services de soutien à la formation de l'école d'aviation à Fort Novosel, en Alabama, grâce à des solutions de formation et de simulation pour le niveau d'entrée initial et le cycle supérieur de la formation d'entraînement au vol sur aéronef à voilure rotative. Selon les modalités de ce contrat d'une durée de 12 ans, CAE construira et exploitera des simulateurs de vol lui appartenant pour les plateformes CH-47F et UH-60M afin de répondre aux exigences du centre d'excellence de la U.S. Army Aviation en matière de services de simulation sur aéronefs à voilure tournante;
- Un contrat de l'U.S. Air Force (USAF) pour fournir l'entraînement au vol d'introduction pour les aéronefs à voilure tournante au centre de formation CAE Dothan situé à Dothan, en Alabama. Le programme, qui se poursuivra jusqu'en 2033, soutiendra l'ensemble de l'entraînement en vol, de l'instruction en classe et de la formation sur simulateur sur les aéronefs à voilure tournante de l'USAF;
- Un contrat du Commonwealth d'Australie pour la poursuite des services de soutien dans le cadre du programme ASIST des Forces armées australiennes;
- Un contrat de l'USAF pour la poursuite des services de soutien au système d'entraînement sur KC-135;
- Un contrat du Commandement des opérations spéciales des États-Unis, qui a exercé une année d'option pour le soutien du programme Système de commandement de missions/Situation opérationnelle commune;
- Un contrat de l'armée américaine pour finaliser le développement du prototype d'entraîneur virtuel du soldat afin d'y ajouter le développement des compétences en matière d'armement, le système informatique SVT Core et le tuteur intelligent.

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions)	T1-2024	T4-2023	T3-2023	T2-2023	T1-2023
Produits des activités ordinaires	471,7	536,0	452,5	442,4	413,3 \$
Résultat opérationnel	22,7	29,0	24,9	12,1	(30,3) \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	24,3	30,5	25,4	18,4	(21,2) \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	5,2	5,7	5,6	4,2	— %
Dotation aux amortissements	23,6	23,2	21,7	21,0	20,9 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	25,8	11,9	4,8	3,5	5,2 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles	6,5	9,4	5,6	6,4	6,8 \$
Capital utilisé	2 698,6	2 565,0	2 514,5	2 641,2	2 528,4 \$
Carnet de commandes ajusté	5 418,7	5 065,6	5 147,5	5 180,8	5 032,4 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 14 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023

L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023 s'explique d'abord et avant tout par la hausse du niveau d'activité à l'égard de nos programmes nord-américains et australasiens et par l'incidence du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Résultat opérationnel en hausse de 53,0 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023

Le résultat opérationnel s'est établi à 22,7 millions \$ (4,8 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à une perte opérationnelle de 30,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2023. Pour le trimestre, le résultat opérationnel inclut des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 1,6 million \$, par rapport à 9,1 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2023.

L'augmentation s'explique en grande partie par la rentabilité accrue à l'égard de nos programmes nord-américains par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023, compte tenu de l'incidence d'ajustements défavorables de la marge sur contrat à l'égard de deux programmes américains au premier trimestre de l'exercice 2023, ainsi que par la diminution des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de même que des frais de vente, généraux et d'administration.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse de 45,5 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 24,3 millions \$ pour le trimestre (5,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à une perte opérationnelle sectorielle ajustée de 21,2 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2023.

L'augmentation s'explique en grande partie par la rentabilité accrue à l'égard de nos programmes nord-américains par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023, compte tenu de l'incidence d'ajustements défavorables de la marge sur contrat à l'égard de deux programmes américains au premier trimestre de l'exercice 2023, ainsi que par la diminution des frais de vente, généraux et d'administration.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 25,8 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 12,4 millions \$ pour le trimestre, et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 13,4 millions \$.

Capital utilisé en hausse de 133,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, neutralisée en partie par l'incidence des variations du change. L'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie est essentiellement attribuable à la baisse des dettes fournisseurs et charges à payer, à l'augmentation des créances clients et au repli des passifs sur contrat.

Carnet de commandes ajusté en hausse de 7 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2023
Commandes engagées en début de période	3 406,7 \$
+ prises de commandes ajustées	237,7
- produits des activités ordinaires	(471,7)
+/- ajustements	(37,5)
Commandes engagées en fin de période	3 135,2 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	122,9
Commandes non financées et options	2 160,6
Carnet de commandes ajusté	5 418,7 \$

Pour le trimestre, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,50 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 0,94.

Pour le trimestre, des commandes de 779,0 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes de 116,7 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

6.3 Santé**PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2024****CONTRATS OBTENUS**

Les principaux contrats pour le trimestre comprennent :

- Un contrat de l'Université Belmont pour l'utilisation de notre solution de gestion de centres CAE LearningSpace au Thomas F. Frist, Jr. College of Medicine à Nashville, au Tennessee;
- Un contrat d'Abbott Laboratories pour le développement d'une plateforme de formation en soutien au lancement commercial d'un stimulateur cardiaque;
- Un contrat d'un laboratoire de simulation en Inde visant la vente de plusieurs produits pour de multiples disciplines, y compris les procédures préhospitalières, de néonatalogie, de pédiatrie, d'obstétrique, de gynécologie et d'échographie;
- Un contrat de l'Université du Dakota du Nord visant la vente de plusieurs simulateurs pour le système d'éducation mobile Simulation in Motion situé à Grand Forks, dans le Dakota du Nord.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(montants en millions)</i>	T1-2024	T4-2023	T3-2023	T2-2023	T1-2023
Produits des activités ordinaires	42,4	59,1	50,4	43,6	39,6 \$
Résultat opérationnel	1,8	8,3	3,8	1,6	(5,7) \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	1,8	8,5	3,8	1,9	(4,5) \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	4,2	14,4	7,5	4,4	— %
Dotations aux amortissements	2,4	2,2	3,1	3,5	3,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	0,4	1,5	0,2	0,5	0,6 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles	1,4	2,3	1,9	2,5	2,9 \$
Capital utilisé	234,5	240,8	253,6	251,0	220,2 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 7 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023

L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023 s'explique d'abord et avant tout par l'accroissement des ventes de solutions de gestion de centres découlant de la croissance de la plateforme de simulation CAE LearningSpace.

Résultat opérationnel en hausse de 7,5 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023

Le résultat opérationnel s'est établi à 1,8 million \$ (4,2 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à une perte opérationnelle de 5,7 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2023. La perte opérationnelle du premier trimestre de l'exercice précédent inclut des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 1,2 million \$, alors que ces coûts ont été nuls pour l'exercice considéré.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023 s'explique en grande partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires dont il est question plus haut, l'amélioration de la marge brute, la baisse des frais de recherche et de développement et la diminution des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse de 6,3 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 1,8 million \$ pour le trimestre (4,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à une perte opérationnelle sectorielle ajustée de 4,5 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2023.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023 s'explique en grande partie par la hausse des produits des activités ordinaires dont il est question plus haut, l'amélioration de la marge brute et la baisse des frais de recherche et de développement.

Capital utilisé en baisse de 6,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par la baisse des créances clients et les variations du change, facteurs neutralisés en partie par le repli des dettes fournisseurs et charges à payer de même que par l'augmentation des stocks.

7. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, y compris le moment auquel les paiements d'étapes sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

7.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2023	2022
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	130,4 \$	67,7 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(179,7)	(230,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(49,3) \$	(162,6) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁶	(35,7)	(16,9)
Variation des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs	(17,2)	(14,4)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	3,4	4,0
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(12,7)	1,1
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	6,6	6,4
Flux de trésorerie disponibles ⁶	(104,9) \$	(182,4) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁶	(54,9)	(57,0)
Frais de développement inscrits à l'actif	(22,6)	(16,0)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	3,4	11,5
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(3,8)	(2,5)
Variation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(182,8) \$	(246,4) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

⁶ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles d'un montant négatif de 49,3 millions \$ pour le trimestre

Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles ont augmenté de 113,3 millions \$ comparativement au premier trimestre de l'exercice 2023. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse du résultat net provenant des activités opérationnelles et l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles d'un montant négatif de 104,9 millions \$ pour le trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 77,5 millions \$ par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice 2023. L'augmentation s'explique essentiellement par l'accroissement des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles et l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie, contrebalancé en partie par l'augmentation des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et la hausse des paiements versés aux participations mises en équivalence.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 90,6 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations corporelles ont totalisé 90,6 millions \$ pour le trimestre. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 54,9 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 35,7 millions \$.

8. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**8.1 Capital utilisé consolidé**

<i>(montants en millions)</i>	Au 30 juin 2023	Au 31 mars 2023
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 211,5 \$	2 235,0 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(152,8)	(217,6)
Passifs courants	(2 143,3)	(2 246,7)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	208,0	214,6
Fonds de roulement hors trésorerie ⁷	123,4 \$	(14,7) \$
Immobilisations corporelles	2 394,3	2 387,1
Immobilisations incorporelles	3 986,2	4 050,8
Autres actifs non courants	1 728,1	1 763,6
Autres passifs non courants	(484,0)	(565,4)
Capital utilisé	7 748,0 \$	7 621,4 \$
Provenance du capital⁷ :		
Partie courante de la dette à long terme	208,0 \$	214,6 \$
Dette à long terme	3 111,2	3 035,5
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(152,8)	(217,6)
Dette nette ⁷	3 166,4 \$	3 032,5 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 499,2	4 507,7
Participations ne donnant pas le contrôle	82,4	81,2
Capital utilisé	7 748,0 \$	7 621,4 \$

Capital utilisé en hausse de 126,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse s'explique en grande partie par l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie et la baisse des autres passifs non courants, facteurs annulés en partie par le recul des immobilisations incorporelles et par la baisse des autres actifs non courants dont il est question plus loin.

Rendement du capital utilisé (RCU)⁷

Le RCU s'est fixé à 5,9 % pour le trimestre, par rapport à 3,3 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le RCU ajusté s'est fixé à 6,6 % pour le trimestre, par rapport à 5,2 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent et à 5,7 % au trimestre précédent.

⁷ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 138,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation est principalement attribuable à la diminution des dettes fournisseurs et charges à payer ainsi qu'à la hausse des stocks.

Immobilisations incorporelles en baisse de 64,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique en grande partie par l'incidence des variations du change.

Autres actifs non courants en baisse de 35,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique d'abord et avant tout par la diminution des crédits d'impôt à l'investissement à long terme.

Autres passifs non courants en baisse de 81,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse est surtout attribuable à la diminution des passifs d'impôt différé et des passifs sur contrat.

Dettes totales en hausse de 69,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse de la dette totale est surtout imputable aux prélèvements additionnels sur la facilité de crédit renouvelable, déduction faite du remboursement à même le produit du placement privé de billets de premier rang non garantis de 400,0 millions \$. La hausse a été contrebalancée en partie par les variations du change.

Dettes nettes en hausse de 133,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2023
Dettes nettes en début de période	3 032,5 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	182,8
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	(58,7)
Variations des obligations locatives hors trésorerie	3,0
Autres	6,8
Variation de la dette nette pour la période	133,9 \$
Dettes nettes en fin de période	3 166,4 \$

Mesures de la liquidité	Au 30 juin 2023	Au 30 juin 2022
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ⁸	40,9 %	42,1 %
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ⁸	3,46	5,41
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ⁸	3,22	4,15

Nous disposons d'une facilité de crédit renouvelable non garantie à taux variable engagée de 1,0 milliard \$ US, consentie par un consortium de prêteurs. Cette facilité de crédit nous permet, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit.

Nous gérons une facilité d'achat de créances non engagée de 400,0 millions \$ US, en vertu de laquelle nous vendons des droits dans certaines de nos créances clients à des tiers pour une contrepartie en trésorerie. Cette facilité est reconduite chaque année.

Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le respect de clauses restrictives usuelles de nature financière. Au 30 juin 2023, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

En juin 2023, nous avons conclu un placement privé de 400,0 millions \$ de billets de premier rang non garantis portant intérêt au taux de 5,541 % par année, payable en versements semestriels égaux jusqu'à leur échéance, en juin 2028. Le produit net a été utilisé pour rembourser une partie de l'encours de la facilité renouvelable et aux fins générales de l'entreprise. Parallèlement, nous avons conclu des swaps de devises fixe contre fixe sur le principal et les intérêts qui ont pour effet de convertir en dollars américains les billets de premier rang non garantis de 400,0 millions \$. Nous avons désigné les swaps comme couverture de nos investissements nets dans des entités aux États-Unis contre les variations du change.

⁸ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Obligations au titre des régimes de retraite

En juin 2023, nous avons conclu une transaction d'achat de rentes dans le cadre de laquelle les obligations au titre des régimes de retraite associées à certains membres retraités des régimes de retraite canadiens à prestations définies ont été transférées à un assureur tiers. Cette transaction réduit la croissance future du passif au titre de nos régimes de retraite et le risque de volatilité associé à la capitalisation.

Total des capitaux propres stable pour le trimestre

Les variations des autres éléments du résultat global, qui sont surtout imputables à la variation du change, ont été contrebalancées par le résultat net réalisé pour le trimestre.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 juin 2023, nous avons au total 318 106 703 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions total de 2 247,6 millions \$. Nous avons également 6 072 681 options en cours aux termes du régime d'options sur actions (ROA).

Au 31 juillet 2023, nous avons un total de 318 135 978 actions ordinaires émises et en circulation, et 6 023 391 options étaient en cours aux termes du ROA.

9. MESURES NON CONFORMES AUX IFRS, AUTRES MESURES FINANCIÈRES ET RENSEIGNEMENTS NON FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES

9.1 Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Une mesure financière non conforme aux IFRS s'entend de toute mesure financière qui représente notre performance financière, notre situation financière ou nos flux de trésorerie, et qui exclut un montant qui entre dans la composition de la mesure financière la plus directement comparable présentée dans nos états financiers ou comprend un montant qui en est exclu.

Un ratio non conforme aux IFRS s'entend de toute mesure financière qui est exprimée sous forme de ratio, de fraction, de pourcentage ou de représentation similaire, qui a au moins une mesure financière non conforme aux IFRS comme l'une de ses composantes.

Un total des mesures sectorielles s'entend de toute mesure financière qui est un sous-total ou le total d'au moins deux secteurs à présenter et qui est présentée dans les notes afférentes à nos états financiers consolidés, mais n'est pas présentée dans nos états financiers de base.

Une mesure de gestion du capital s'entend de toute mesure financière qui vise à permettre à une personne physique d'évaluer les objectifs, les procédures et les processus que nous avons adoptés pour gérer notre capital et qui est présentée dans les notes afférentes à nos états financiers consolidés, mais n'est pas présentée dans nos états financiers de base.

Une mesure financière supplémentaire s'entend de toute mesure financière qui représente notre performance financière, notre situation financière ou nos flux de trésorerie historiques ou attendus, qui n'est pas présentée dans nos états financiers de base et qui ne s'inscrit pas dans l'une des catégories précitées.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile, Défense et Sécurité, et Santé), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

MESURES DU RENDEMENT

Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge bénéficiaire brute est une mesure financière supplémentaire qui correspond à la marge brute divisée par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonugique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Taux d'imposition effectif ajusté

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat net ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour le calcul de cette mesure.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonugique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour le calcul de cette mesure.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de ces mesures avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. Il s'agit d'un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les variations des actifs de gestion des ressources d'entreprise (GRE) et des autres actifs sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements. Veuillez vous reporter à la section 7.1 « *Mouvements de trésorerie consolidés* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

MESURES DE LA LIQUIDITÉ ET DE LA STRUCTURE DU CAPITAL

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente). Veuillez vous reporter à la section 8.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Utilisation du capital :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt, des actifs au titre des avantages du personnel et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations au titre des redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Veuillez vous reporter à la section 8.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Rendement du capital utilisé (RCU) et RCU ajusté

Le RCU est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé. Pour sa part, le RCU ajusté est aussi ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous utilisons le RCU et le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Veuillez vous reporter à la section 8.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Ratio de la dette nette sur les capitaux propres

Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres est une mesure de gestion du capital qui correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette. Nous l'utilisons pour gérer notre structure de capital et pour surveiller nos priorités en matière d'allocation de capital.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS qui correspondent à la dette nette divisée par le BAIIA (ou le BAIIA ajusté) des douze derniers mois. Nous utilisons le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté parce qu'ils reflètent notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un calcul de ces mesures.

Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

MESURES DE LA CROISSANCE

Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une prise de commande ajustée est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des prises de commandes ajustées correspond aux produits des activités ordinaires.

Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Ratio valeur comptable des commandes/ventes

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

9.2 Définition des renseignements non financiers supplémentaires

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

9.3 Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

<i>(montants en millions)</i> <i>Trimestres clos les 30 juin</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Santé		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Résultat opérationnel	105,6 \$	75,4 \$	22,7 \$	(30,3) \$	1,8 \$	(5,7) \$	130,1 \$	39,4 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	13,4	11,2	1,6	9,1	—	1,2	15,0	21,5
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	119,0 \$	86,6 \$	24,3 \$	(21,2) \$	1,8 \$	(4,5) \$	145,1 \$	60,9 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2023	2022
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	65,3 \$	1,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	11,5	15,9
Résultat net ajusté	76,8 \$	17,6 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,8	318,2
RPA ajusté	0,24 \$	0,06 \$

Calcul du taux d'imposition effectif ajusté

<i>(montants en millions, sauf les taux d'imposition effectifs)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2023	2022
Résultat avant impôt sur le résultat	76,0 \$	3,2 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	15,0	21,5
Résultat avant impôt sur le résultat ajusté	91,0 \$	24,7 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	8,2	(0,5)
Incidence fiscale sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	3,5	5,6
Charge d'impôt sur le résultat ajusté	11,7 \$	5,1 \$
Taux d'imposition effectif	11 %	(16) %
Taux d'imposition effectif ajusté	13 %	21 %

Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)	Périodes de douze mois closes les 30 juin	
	2023	2022
Résultat opérationnel	564,7 \$	237,4 \$
Dotations aux amortissements	351,7	322,0
BAIIA	916,4 \$	559,4 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	57,8	156,2
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Reprise de dépréciation d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	9,8	—
Ajustement transitoire lié à l'infonuage	—	13,4
BAIIA ajusté	984,0 \$	729,0 \$
Dette nette	3 166,4 \$	3 025,9 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	3,46	5,41
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	3,22	4,15

10. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES**Nouvelles normes et modifications adoptées****Modifications d'IAS 12, Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2**

En mai 2023, l'IASB a publié la *Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2*, qui modifie l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, pour introduire une exception temporaire des exigences de comptabilisation et d'information visant les actifs et les passifs d'impôt différé liés à l'impôt sur le résultat du Pilier 2. Cette modification d'IAS 12 a été adoptée au premier trimestre de l'exercice 2024 et l'exception a été appliquée rétrospectivement, sans ajustement des chiffres publiés antérieurement.

Certaines autres modifications des normes comptables ont été appliquées pour la première fois le 1^{er} avril 2023, mais n'ont pas eu d'incidence importante sur nos états financiers consolidés intermédiaires.

11. CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Société a établi et maintient des contrôles et procédures de communication de l'information élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information significative sur la Société est communiquée au président et chef de la direction et à la vice-présidente exécutive, Finances et chef de la direction financière par d'autres membres du personnel, en particulier pendant la période au cours de laquelle les documents annuels et intermédiaires sont établis, et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société conformément aux lois sur les valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par ces lois et les règlements d'application connexes.

Au 30 juin 2023, la direction a évalué, sous la supervision et avec la participation du président et chef de la direction et de la vice-présidente exécutive, Finances et chef de la direction financière, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, au sens du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Rule 13(a)-15(e) prise en application de la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée, et elle en est arrivée à la conclusion que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces.

En outre, la Société a établi et maintient un contrôle interne à l'égard de l'information financière, au sens du Règlement 52-109 et de la Rule 13(a)-15(f) prise en application de la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est un processus conçu sous la supervision du président et chef de la direction et de la vice-présidente exécutive, Finances et chef de la direction financière et mis en œuvre par la direction et d'autres membres clés du personnel de CAE, pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS publiées par l'IASB. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. Toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le degré de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

Il n'y a eu aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société survenue pendant le premier trimestre de l'exercice 2024 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société. Au premier trimestre de l'exercice 2024, les activités américaines de notre secteur Défense et Sécurité ont achevé la phase initiale de mise en œuvre d'un nouveau système GRE. La direction a employé des procédures appropriées pour s'assurer qu'un contrôle interne à l'égard de l'information financière était en place pendant et après la transition.

12. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2024					
Produits des activités ordinaires	1 054,4	1)	1)	1)	1 054,4 \$
Résultat net	67,8	1)	1)	1)	67,8 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	65,3	1)	1)	1)	65,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,5	1)	1)	1)	2,5 \$
RPA de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,21	1)	1)	1)	0,21 \$
RPA dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,20	1)	1)	1)	0,20 \$
RPA ajusté	0,24	1)	1)	1)	0,24 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	318,0	1)	1)	1)	318,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,8	1)	1)	1)	318,8
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,34	1)	1)	1)	1,34
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,46	1)	1)	1)	1,46
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,68	1)	1)	1)	1,68
Exercice 2023					
Produits des activités ordinaires	933,3	993,2	1 020,3	1 256,5	4 203,3 \$
Résultat net	3,7	46,3	80,0	101,9	231,9 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1,7	44,5	78,1	98,4	222,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,0	1,8	1,9	3,5	9,2 \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,01	0,14	0,25	0,31	0,70 \$
RPA ajusté	0,06	0,19	0,28	0,35	0,88 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	317,1	317,8	317,9	317,9	317,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,2	318,4	318,3	318,7	318,4
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,28	1,30	1,36	1,35	1,32
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,36	1,31	1,38	1,45	1,38
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,61	1,54	1,59	1,64	1,59
Exercice 2022					
Produits des activités ordinaires	752,7	814,9	848,7	955,0	3 371,3 \$
Résultat net	47,3	17,2	28,4	57,1	150,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	46,4	14,0	26,2	55,1	141,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,9	3,2	2,2	2,0	8,3 \$
RPA de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	0,04	0,08	0,17	0,46 \$
RPA dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	0,04	0,08	0,17	0,45 \$
RPA ajusté	0,19	0,17	0,19	0,29	0,84 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	293,6	316,5	316,9	317,0	311,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	295,8	318,7	318,7	318,5	312,9
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,23	1,26	1,26	1,27	1,25
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,48	1,48	1,44	1,42	1,46
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,74	1,70	1,70	1,71

1) Non disponible.

État consolidé du résultat net

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Notes	Trimestres clos les 30 juin	
		2023	2022
Produits des activités ordinaires	2	1 054,4 \$	933,3 \$
Coût des ventes		748,5	700,4
Marge brute		305,9 \$	232,9 \$
Frais de recherche et de développement		39,1	40,7
Frais de vente, généraux et d'administration		139,7	145,1
Autres (profits) et pertes	3	(1,4)	(2,4)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	2	(16,6)	(11,4)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	4	15,0	21,5
Résultat opérationnel		130,1 \$	39,4 \$
Charges financières – montant net	5	54,1	36,2
Résultat avant impôt sur le résultat		76,0 \$	3,2 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat		8,2	(0,5)
Résultat net		67,8 \$	3,7 \$
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		65,3 \$	1,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		2,5	2,0
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société			
De base	6	0,21 \$	0,01 \$
Dilué	6	0,20 \$	0,01 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2023	2022
Résultat net	67,8 \$	3,7 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net		
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	(97,8) \$	56,3 \$
Gain (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	27,5	(43,6)
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion	(0,1)	(0,2)
Gain sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	13,4	8,3
Reclassement au résultat net de la perte (gain) sur les couvertures de flux de trésorerie	0,6	(15,9)
Impôt sur le résultat	(7,3)	3,5
	(63,7) \$	8,4 \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net		
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	(21,4) \$	62,1 \$
Impôt sur le résultat	5,7	(16,5)
	(15,7) \$	45,6 \$
Autres éléments du résultat global	(79,4) \$	54,0 \$
Total du résultat global	(11,6) \$	57,7 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(12,8) \$	54,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,2	2,8

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Etat consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i>	30 juin	31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	2023	2023
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	152,8 \$	217,6 \$
Créances clients	617,1	615,7
Actifs sur contrat	676,1	693,8
Stocks	651,5	583,4
Acomptes	76,3	64,1
Impôt sur le résultat à recouvrer	19,7	48,3
Actifs financiers dérivés	18,0	12,1
Total de l'actif courant	2 211,5 \$	2 235,0 \$
Immobilisations corporelles	2 394,3	2 387,1
Actifs au titre des droits d'utilisation	409,5	426,9
Immobilisations incorporelles	3 986,2	4 050,8
Investissement dans les participations mises en équivalence	535,3	530,7
Actifs au titre des avantages du personnel	31,7	51,1
Actifs d'impôt différé	151,8	125,1
Actifs financiers dérivés	16,9	9,2
Autres actifs non courants	582,9	620,6
Total de l'actif	10 320,1 \$	10 436,5 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	932,9 \$	1 036,7 \$
Provisions	20,0	26,7
Impôt sur le résultat à payer	46,3	21,1
Passifs sur contrat	907,7	905,7
Partie courante de la dette à long terme	208,0	214,6
Passifs financiers dérivés	28,4	41,9
Total du passif courant	2 143,3 \$	2 246,7 \$
Provisions	18,0	20,1
Dette à long terme	3 111,2	3 035,5
Obligations au titre des redevances	113,3	119,4
Obligations au titre des avantages du personnel	94,1	91,9
Passifs d'impôt différé	77,7	129,3
Passifs financiers dérivés	3,3	6,5
Autres passifs non courants	177,6	198,2
Total du passif	5 738,5 \$	5 847,6 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 247,6 \$	2 243,6 \$
Surplus d'apport	42,4	42,1
Cumul des autres éléments du résultat global	104,8	167,2
Résultats non distribués	2 104,4	2 054,8
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 499,2 \$	4 507,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	82,4	81,2
Total des capitaux propres	4 581,6 \$	4 588,9 \$
Total du passif et des capitaux propres	10 320,1 \$	10 436,5 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Trimestre clos le 30 juin 2023

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Cumul des autres			Total		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	éléments du résultat global	Résultats non distribués			
Soldes au 31 mars 2023	317 906 290	2 243,6	\$ 42,1	\$ 167,2	\$ 2 054,8	\$ 4 507,7	\$ 81,2	\$ 4 588,9
Résultat net	—	—	\$ —	\$ —	\$ 65,3	\$ 65,3	\$ 2,5	\$ 67,8
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(62,4)	(15,7)	(78,1)	(1,3)	(79,4)
Total du résultat global	—	—	\$ —	\$ (62,4)	\$ 49,6	\$ (12,8)	\$ 1,2	\$ (11,6)
Exercice d'options sur actions	200 413	4,0	(0,6)	—	—	3,4	—	3,4
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	—	—	0,9	—	—	0,9	—	0,9
Soldes au 30 juin 2023	318 106 703	2 247,6	\$ 42,4	\$ 104,8	\$ 2 104,4	\$ 4 499,2	\$ 82,4	\$ 4 581,6

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Cumul des autres			Total		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	éléments du résultat global	Résultats non distribués			
Soldes au 31 mars 2022	317 024 123	2 224,7	\$ 38,6	\$ (31,2)	\$ 1 777,6	\$ 4 009,7	\$ 76,9	\$ 4 086,6
Résultat net	—	—	\$ —	\$ —	\$ 1,7	\$ 1,7	\$ 2,0	\$ 3,7
Autres éléments du résultat global	—	—	—	7,6	45,6	53,2	0,8	54,0
Total du résultat global	—	—	\$ —	\$ 7,6	\$ 47,3	\$ 54,9	\$ 2,8	\$ 57,7
Exercice d'options sur actions	645 277	13,2	(1,7)	—	—	11,5	—	11,5
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	—	—	3,3	—	—	3,3	—	3,3
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(5,0)	(5,0)
Soldes au 30 juin 2022	317 669 400	2 237,9	\$ 40,2	\$ (23,6)	\$ 1 824,9	\$ 4 079,4	\$ 74,7	\$ 4 154,1

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2023	2022
Activités opérationnelles			
Résultat net		67,8 \$	3,7 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements	2	92,2	82,6
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence		(16,6)	(11,4)
Impôt sur le résultat différé		(14,7)	(8,5)
Crédits d'impôt à l'investissement		2,2	(0,9)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres		0,9	3,3
Régimes de retraite à prestations définies		(1,4)	4,3
Autres passifs non courants		(2,4)	(5,3)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		(8,4)	(3,5)
Autres		10,8	3,4
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	7	(179,7)	(230,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		(49,3) \$	(162,6) \$
Activités d'investissement			
Dépenses en immobilisations corporelles	2	(90,6) \$	(73,9) \$
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		3,4	4,0
Dépenses en immobilisations incorporelles	2	(39,8)	(25,4)
(Paiements nets versés aux) produit net reçu des participations mises en équivalence		(12,7)	1,1
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		6,6	6,4
Autres		—	(5,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(133,1) \$	(92,8) \$
Activités de financement			
(Remboursement net sur les) produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables		(249,2) \$	133,3 \$
Produit tiré de la dette à long terme	5	408,5	8,9
Remboursement sur la dette à long terme		(26,5)	(23,6)
Remboursement sur les obligations locatives		(14,8)	(12,3)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires		3,4	11,5
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		121,4 \$	117,8 \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		(3,8) \$	(2,5) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(64,8) \$	(140,1) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		217,6	346,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		152,8 \$	206,0 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes annexes

(Non audité)

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 9 août 2023.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise de technologie, CAE tire parti des technologies numériques pour recréer le monde réel, déployant des solutions logicielles de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique.

CAE inc. et ses filiales (CAE ou la Société) gèrent leurs activités en trois secteurs :

- (i) Aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des solutions axées sur les opérations aériennes;
- (ii) Défense et Sécurité – Un fournisseur de solutions de formation et de simulation, peu importe la plateforme, préparant les forces de défense et de sécurité du monde entier aux missions à venir;
- (iii) Santé – Fournit aux étudiants du domaine de la santé et aux professionnels cliniques des solutions physiques, numériques et virtuelles intégrées d'enseignement et de formation, incluant la simulation d'intervention et d'échographie, des programmes de formation, des solutions d'apprentissage à réalité mixte et numériques, des solutions de débriefing audiovisuelles, des plateformes de gestion des centres, ainsi que des simulateurs de patients.

CAE inc. est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions ordinaires de CAE se négocient à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE).

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de la Société subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

L'entreprise, les produits des activités ordinaires et les flux de trésorerie de la Société sont tributaires de certaines tendances saisonnières. Dans le secteur de l'Aviation civile, le niveau de formation dispensé dépend de la disponibilité des pilotes à s'entraîner, qui tend à être inférieure au deuxième trimestre, ceux-ci effectuant plus d'heures de vol et consacrant moins de temps à la formation, entraînant ainsi une baisse des produits des activités ordinaires. Dans le secteur de la Défense et Sécurité, les produits des activités ordinaires et les encaissements ne sont pas aussi uniformes d'un trimestre à l'autre, les attributions de contrats et la disponibilité du financement étant touchées par les cycles budgétaires des clients.

Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, *Information financière intermédiaire*, laquelle régit l'établissement des états financiers-intermédiaires.

Les états financiers consolidés de CAE inc. sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la société mère.

Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Modifications d'IAS 12, Réforme fiscale internationale - Modèle de règles du Pilier 2

En mai 2023, l'IASB a publié la *Réforme fiscale internationale - Modèle de règles du Pilier 2*, qui modifie l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, pour introduire une exception temporaire des exigences de comptabilisation et d'information visant les actifs et les passifs d'impôt différé liés à l'impôt sur le résultat du Pilier 2. Cette modification d'IAS 12 a été adoptée par la Société au premier trimestre de l'exercice 2024 et l'exception a été appliquée rétrospectivement, sans ajustement des chiffres publiés antérieurement.

Certaines autres modifications des normes comptables ont été appliquées pour la première fois le 1^{er} avril 2023, mais n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés intermédiaires et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2023.

NOTE 2 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels principalement en fonction des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au principal décideur opérationnel.

La Société a décidé de ventiler les produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients par secteur d'activité, par produits et services et par secteur géographique, car elle estime que cette méthode décrit le mieux la façon dont la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude de ses produits des activités ordinaires et de ses flux de trésorerie sont influencés par des facteurs économiques.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel sectoriel ajusté. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et d'autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Il donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement.

Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

	Aviation		Défense		Santé		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
<i>Trimestres clos les 30 juin</i>								
Produits des activités ordinaires externes	540,3	480,4	471,7	413,3	42,4	39,6	1 054,4	933,3
Dotation aux amortissements	66,2	58,5	23,6	20,9	2,4	3,2	92,2	82,6
Dépréciation d'actifs non financiers – montant net	0,1	2,3	1,1	0,4	—	0,5	1,2	3,2
Quote-part du résultat net après impôt								
des participations mises en équivalence	13,7	9,9	2,9	1,5	—	—	16,6	11,4
Résultat opérationnel	105,6	75,4	22,7	(30,3)	1,8	(5,7)	130,1	39,4
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	119,0	86,6	24,3	(21,2)	1,8	(4,5)	145,1	60,9

Le rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'établit comme suit :

Trimestres clos les 30 juin	Aviation civile		Défense et Sécurité		Santé		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Résultat opérationnel	105,6 \$	75,4 \$	22,7 \$	(30,3) \$	1,8 \$	(5,7) \$	130,1 \$	39,4 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 4)	13,4	11,2	1,6	9,1	—	1,2	15,0	21,5
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	119,0 \$	86,6 \$	24,3 \$	(21,2) \$	1,8 \$	(4,5) \$	145,1 \$	60,9 \$

Les dépenses d'investissement en immobilisations par secteur, qui prennent la forme de dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles (excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises), s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin	
	2023	2022
Aviation civile	96,3 \$	83,8 \$
Défense et Sécurité	32,3	12,0
Santé	1,8	3,5
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	130,4 \$	99,3 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients, les actifs sur contrat, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les actifs au titre des droits d'utilisation, les immobilisations incorporelles, l'investissement dans les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs non courants. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les passifs sur contrat, les passifs financiers dérivés et les autres passifs non courants.

Le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif s'établit comme suit :

	30 juin 2023	31 mars 2023
Actif utilisé		
Aviation civile	5 852,0 \$	5 852,4 \$
Défense et Sécurité	3 441,7	3 436,2
Santé	297,5	310,1
Actif non inclus dans l'actif utilisé	728,9	837,8
Total de l'actif	10 320,1 \$	10 436,5 \$
Passif utilisé		
Aviation civile	1 141,1 \$	1 142,0 \$
Défense et Sécurité	743,1	871,2
Santé	63,0	69,3
Passif non inclus dans le passif utilisé	3 791,3	3 765,1
Total du passif	5 738,5 \$	5 847,6 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin	
	2023	2022
Produits	353,6 \$	345,7 \$
Formation, logiciels et services	700,8	587,6
Total des produits des activités ordinaires externes	1 054,4 \$	933,3 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les produits des activités ordinaires sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers, des actifs d'impôt différé et des actifs au titre des avantages du personnel, sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des actifs, à l'exception du goodwill. Le goodwill est présenté par zone géographique en fonction de la répartition du prix d'acquisition connexe établie par la Société.

	Trimestres clos les	
	2023	30 juin 2022
Produits des activités ordinaires externes		
Canada	112,5 \$	85,6 \$
États-Unis	516,6	497,1
Royaume-Uni	65,0	65,2
Autres pays d'Amérique	24,0	19,9
Europe	165,2	124,8
Asie	132,7	117,9
Océanie et Afrique	38,4	22,8
	1 054,4 \$	933,3 \$
	30 juin 2023	31 mars 2023
Actifs non courants autres que les instruments financiers, les actifs d'impôt différé et les actifs au titre des avantages du personnel		
Canada	1 618,2 \$	1 641,2 \$
États-Unis	3 997,2	4 049,8
Royaume-Uni	383,7	383,9
Autres pays d'Amérique	199,3	180,8
Europe	965,1	982,4
Asie	488,8	519,8
Océanie et Afrique	110,0	112,5
	7 762,3 \$	7 870,4 \$

NOTE 3 – AUTRES (PROFITS) ET PERTES

	Trimestres clos les	
	2023	30 juin 2022
Perte (profit) net sur les écarts de conversion	1,9 \$	(2,5) \$
Profit de règlement sur l'achat de rentes	(5,4)	—
Autres	2,1	0,1
Autres (profits) et pertes	(1,4) \$	(2,4) \$

Profit de règlement sur l'achat de rentes

En juin 2023, la Société a conclu une transaction d'achat de rentes dans le cadre de laquelle les obligations au titre des régimes de retraite associées à certains membres retraités des régimes de retraite canadiens à prestations définies ont été transférées à un assureur tiers, en échange d'un paiement de 163,5 millions \$ prélevé sur les actifs des régimes de retraite. À la suite de cette transaction, la Société a constaté un profit de règlement de 5,4 millions \$ dans les autres profits et pertes ainsi qu'une augmentation connexe des actifs nets au titre des avantages du personnel.

NOTE 4 – COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTÉGRATION ET D'ACQUISITION

	Trimestres clos les 30 juin	
	2023	2022
Coûts d'intégration et d'acquisition	15,0 \$	16,7 \$
Dépréciation d'actifs non financiers – montant net	—	2,3
Autres coûts	—	2,5
Total des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	15,0 \$	21,5 \$

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition associés à l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre) au cours de l'exercice 2022 se sont élevés à 12,9 millions \$ (2022 – 6,4 millions \$) et ceux associés à l'acquisition de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT) au cours de l'exercice 2022 se sont élevés à 1,3 million \$ (2022 – 9,5 millions \$).

NOTE 5 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET**Billets de premier rang non garantis**

En juin 2023, la Société a conclu un placement privé de 400,0 millions \$ de billets de premier rang non garantis, portant intérêt au taux de 5,541 % par année, payable en versements semestriels égaux jusqu'à échéance en juin 2028. Parallèlement, la Société a conclu des swaps de devises fixe contre fixe sur le principal et les intérêts qui ont pour effet de convertir en dollars américains les billets de premier rang non garantis de 400,0 millions \$. La Société a désigné les swaps comme couverture d'investissements nets dans des entités aux États-Unis contre les variations du change.

Charges financières – montant net

	Trimestres clos les 30 juin	
	2023	2022
Charges financières :		
Dette à long terme (sauf les obligations locatives)	39,7 \$	30,7 \$
Obligations locatives	6,0	3,9
Obligations au titre des redevances	2,5	2,9
Obligations au titre des avantages du personnel	0,3	0,8
Autres	11,3	2,9
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(1,7)	(2,1)
Charges financières	58,1 \$	39,1 \$
Produits financiers :		
Prêts et investissement dans des contrats de location-financement	(2,7) \$	(2,3) \$
Autres	(1,3)	(0,6)
Produits financiers	(4,0) \$	(2,9) \$
Charges financières – montant net	54,1 \$	36,2 \$

Autres charges financières

En mai 2023, la Société a comptabilisé une charge d'intérêt de 3,2 millions \$ à la suite de la décision de la cour de l'impôt à l'égard du programme de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD).

NOTE 6 – RÉSULTAT PAR ACTION**Calcul du résultat par action**

Les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin	
	2023	2022
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	317 993 975	317 093 423
Effet dilutif des options sur actions	815 259	1 086 027
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	318 809 234	318 179 450

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, des options sur actions visant l'acquisition de 2 120 757 actions ordinaires (2022 – 2 229 865) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif.

NOTE 7 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations du fonds de roulement hors trésorerie s'établissent comme suit :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2023	2022
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients	(9,6) \$	(89,2) \$
Actifs sur contrat	3,1	(0,4)
Stocks	(64,7)	(40,2)
Acomptes	(16,4)	(15,9)
Impôt sur le résultat	16,2	(4,5)
Dettes fournisseurs et charges à payer	(92,1)	(98,0)
Provisions	(6,5)	(5,0)
Passifs sur contrat	(9,7)	22,9
	(179,7) \$	(230,3) \$

Information supplémentaire :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2023	2022
Intérêts payés	36,9 \$	35,1 \$
Intérêts reçus	4,0	3,0
Impôt sur le résultat payé	13,8	8,5

NOTE 8 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des données de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur des placements en instruments de capitaux propres dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur de la dette à long terme, des obligations au titre des redevances et des autres passifs non courants est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- vi) La juste valeur des contreparties conditionnelles découlant de regroupements d'entreprises est fondée sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, la probabilité de réalisation des facteurs sur lesquels repose l'éventualité et le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque utilisé pour présenter la valeur des flux de trésorerie pondérés en fonction des probabilités.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit :

	Niveau	30 juin 2023		31 mars 2023	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs (passifs) financiers évalués à la JVRN					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	152,8 \$	152,8 \$	217,6 \$	217,6 \$
Swaps sur actions	Niveau 2	(14,5)	(14,5)	(11,8)	(11,8)
Contrats de change à terme	Niveau 2	0,3	0,3	(5,3)	(5,3)
Actifs (passifs) dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture					
Swaps de devises et de taux d'intérêts	Niveau 2	16,4	16,4	10,5	10,5
Contrats de change à terme	Niveau 2	1,0	1,0	(20,5)	(20,5)
Actifs (passifs) financiers évalués au coût amorti					
Créances clients ⁽¹⁾	Niveau 2	564,6	564,6	555,3	555,3
Investissement dans des contrats de location-financement	Niveau 2	120,3	114,2	125,7	126,1
Acomptes à un placement de portefeuille	Niveau 2	10,8	10,8	10,7	10,7
Autres actifs ⁽²⁾	Niveau 2	21,2	21,2	21,4	21,4
Dettes fournisseurs et charges à payer ⁽³⁾	Niveau 2	(759,4)	(759,4)	(799,3)	(799,3)
Total de la dette à long terme ⁽⁴⁾	Niveau 2	(2 891,8)	(2 863,3)	(2 800,3)	(2 788,2)
Autres passifs non courants ⁽⁵⁾	Niveau 2	(129,6)	(121,9)	(137,6)	(125,1)
Actifs financiers à la JVAERG					
Placements en actions	Niveau 3	1,4	1,4	1,4	1,4
		(2 906,5) \$	(2 876,4) \$	(2 832,2) \$	(2 807,2) \$

⁽¹⁾ Comprend les créances clients, les créances courues et d'autres montants à recevoir.

⁽²⁾ Comprend les créances non courantes et certains autres actifs non courants.

⁽³⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁽⁴⁾ Compte non tenu des obligations locatives. La valeur comptable de la dette à long terme exclut les coûts de transaction.

⁽⁵⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2023, il n'y a pas eu de changements importants dans les instruments financiers de niveau 3.

